

ROMALISE

Société par actions simplifiée
Au capital de 245.001 €
Siège social : 4 rue des Bons enfants
49300 Cholet

STATUTS CONSTITUTIFS

Maître Brice CHATEAU avocat au barreau d'ANGERS a été mandaté par toutes les parties pour rédiger le présent acte, après qu'il leur ait préalablement donné avis de la possibilité que chacune d'elles soit assistée par un avocat distinct. En conséquence, après avoir donné lecture de cet acte aux parties et recueilli leurs signatures sur ledit acte, par signature électronique, Maître Brice CHATEAU le contresigne, avec l'accord des parties. Conformément à l'article 66-3-1 de la loi du 31 décembre 1971, ce contreseing atteste qu'il a pleinement informé l'ensemble des parties sur les conséquences juridiques de cet acte, ce que celles-ci reconnaissent, chacune pour ce qui la concerne. L'avocat contresignataire de cet acte a personnellement vérifié l'identité et la capacité des signataires.

Le présent acte est établi sur 26 pages, sans renvoi en marge, ni altération, ni mot rayé, hors page de signature électronique

TITRE I

FORME - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE - OBJET - DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée. Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Elle est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur concernant cette forme de société, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La société est dénommée « **ROMALISE** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet en France et à l'étranger :

- La prise de participation dans toutes sociétés par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements et la gestion desdites participations ;
- La gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières et de titres de société quelle qu'en soit la nature ;
- Les prestations, organisations, administrations sous toutes leurs formes de tous services spécialisés quelconques à ses filiales et sociétés apparentées, plus particulièrement dans les domaines administratif, commercial, technique, comptable, juridique et financier ;
- L'achat, la vente, l'échange, la location, l'exploitation sous quelque forme que ce soit de tous immeubles bâtis ou non bâtis, immeubles à construire, parts ou actions de sociétés immobilières ou sociétés dont l'actif comprend un immeuble ou un fonds de commerce, programmes immobiliers, droits immobiliers, fonds de commerce ;
- La construction, la réparation, l'entretien, la restauration, la rénovation, la décoration et l'aménagement de tous immeubles et plus largement toute opération de maîtrise d'œuvre et de construction vente ;
- L'administration et la gestion de tous biens et droits immobiliers, mobiliers, industriels et commerciaux ;

- La recherche de capitaux sous quelque forme que ce soit en vue d'investissements immobiliers ou de financement de sociétés ;
- Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières et mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tous objets similaires ou connexes susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 4 rue des Bons enfants, 49300 Cholet.

Il pourra être transféré en tout lieu par décision collective des associés prise dans les conditions de majorité des assemblées extraordinaires.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société a été fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipées ou prorogation.

ARTICLE 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2024.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 7 - FORMATION DU CAPITAL - APPORT

I – APPORTS EN NATURE :

Le capital social est constitué par les apports en nature suivants :

I/ Monsieur Jean-Michel FLORENTIN apporte à la présente société, sous les garanties ordinaires et de droit, les parts sociales ci-après énumérées représentatives de la totalité du capital social de la société ESPACE TV ATLANTIQUE dont les caractéristiques sont les suivantes :

- **Dénomination** : ESPACE TV ATLANTIQUE

- **Nom commercial** : ESPACE TV ATLANTIQUE
- **Enseigne** : ETV ATLANTIQUE
- **Forme** : Société à responsabilité limitée
- **Siège social** : 361, Rue des Coudrais – 44522 MESANGER
- **Capital** : 8.850 € divisé en 10 parts sociales de 885 € chacune de montant nominal intégralement libérées et souscrites par intégralement par Monsieur Jean-Michel FLORENTIN
- **Objet social** : « La société a pour objet
 - Création, commercialisation et gestion de supports de publicité, production de films institutionnels et publicitaires, conseil en publicité, communication, marketing et stratégie commerciale. Vente de services ou de produits non alimentaires, non réglementés. Intermédiaire du commerce en représentation de sociétés en France ou à l'étranger.
 - La prise de participation sous forme d'achat, d'apport, de souscription ou autrement, dans toutes sociétés ou entreprises françaises ou étrangères, qu'elle qu'en soit la forme juridique ou l'objet ; la gestion, la cession de ces participations ou toute transmission quelle qu'en soit la forme.
 - La propriété, par voie d'acquisition ou autrement, et la gestion, notamment sous toute forme de location, de tous immeubles et biens ou droits immobiliers.
 - Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement. »
- **Gérant** : Monsieur Jean-Michel FLORENTIN
- **Durée** : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés
- **Date de clôture de l'exercice social** : 31 décembre
- **RCS** : NANTES
- **SIREN** : 480 297 977
- **SIRET** : 480 297 977 00039
- **CODE NAF** : 7312Z
- **Régime fiscal** : Impôt sur les sociétés
- **Principaux chiffres clés du bilan et compte de résultat de la société au cours des derniers exercices clos le 31/12/2022 et le 31/12/2021 :**

RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)
Chiffre d'affaires net	215.097 €	199.023 €
Résultat d'exploitation	32.697 €	18.577 €
Résultat financier	- 1.877 €	- 1.120 €
Résultat courant avant impôts	30.820 €	17.457 €
Résultat exceptionnel	- 183 €	- 510 €
Résultat net	26.041 €	14.328 €

SITUATION DE LA SOCIÉTÉ	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)
Total actif immobilisé	91.422 €	36.225 €
Total actif circulant (y compris les charges constatées d'avance)	276.934 €	288.935 €
Total endettement	163.366 €	146.210 €
Total provisions pour risques et charges	-	-
Capitaux propres	204.990 €	178.949 €
Dont résultat net	26.041 €	14.328 €

- **Participations** : la société ESPACE TV ATLANTIQUE détient 6 % du capital social de la société FIVE RESORT (Société par Actions Simplifiée au capital de 1.000 €, dont le siège social est situé 4, Rue des Bons Enfants, 49300 CHOLET, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ANGERS sous le numéro 905 237 889).
- **Participations** : la société ESPACE TV ATLANTIQUE détient 20 % du capital social de la société SERAPH IMMO (Société par Actions Simplifiée au capital de 10.000 €, dont le siège social est situé 148, Rue de Saint-Gratien – 95120 Ermont, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PONTOISE sous le numéro 918 169 525).

Parts sociales apportées :

Monsieur Jean-Michel FLORENTIN apporte, la pleine propriété de DIX (10) parts sociales numérotées de 1 à 10, représentant 100 % du capital et des droits de vote de la société ESPACE TV ATLANTIQUE.

Les parts sociales apportées sont libres de tout droit, gage ou nantissement, clause d'inaliénabilité ou autre empêchement quelconque ou restriction au droit de propriété plein et entier. Elles ne font pas l'objet de séquestre ou de saisie.

II/ Monsieur Jean-Michel FLORENTIN apporte à la présente société, sous les garanties ordinaires et de droit, les parts sociales ci-après énumérées représentative de 47 % du capital social de la société FIVE RESORT dont les caractéristiques sont les suivantes :

- **Dénomination** : FIVE RESORT
- **Forme** : Société par Actions Simplifiée
- **Siège social** : 4, Rue des Bons Enfants – 49300 CHOLET
- **Capital** : 1.000 € divisé en 100 actions de 10 € chacune de montant nominal intégralement libérées.
- **Objet social** : « La société a pour objet :
 - Location de courte durée, petit déjeuner
 - L'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, la participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés créées ou à créer, ayant le même objet ou un objet similaire ou connexe ;
 - Et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires. »

- **Présidente** : Madame Nathalie BOURREAU
- **Directeur général** : Monsieur Jean-Michel FLORENTIN
- **Durée** : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés
- **Date de clôture de l'exercice social** : 31 décembre
- **RCS** : ANGERS
- **SIREN** : 905 237 889
- **SIRET** : 905 237 889 00019
- **CODE NAF** : 55.20Z
- **Régime fiscal** : Impôt sur les sociétés

- Principaux chiffres clés du bilan et compte de résultat de la société au cours du premier exercice clos le 31/12/2022 (14 mois):

RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ	Exercice clos le 31/12/2022 (14 mois)
Chiffre d'affaires net	106.956 €
Résultat d'exploitation	-21.799 €
Résultat financier	-5.125 €
Résultat courant avant impôts	-26.923 €
Résultat exceptionnel	/
Résultat net	-26.923 €

SITUATION DE LA SOCIÉTÉ	Exercice clos le 31/12/2018 (12 mois)
Total actif immobilisé	365.313 €
Total actif circulant (y compris les charges constatées d'avance)	61.720 €
Total endettement	452.956 €
Total provisions pour risques et charges	/
Capitaux propres	-25.923 €
Dont résultat net	-25.923 €

- Participations : la société FIVE RESORT ne détient aucune participation dans d'autres sociétés.

Actions apportées :

Par Monsieur Jean-Michel FLORENTIN, la pleine propriété de QUARANTE SEPT (47) actions représentant 47 % du capital et des droits de vote de la société FIVE RESORT.

Les actions apportées sont libres de tout droit, gage ou nantissement, clause d'inaliénabilité ou autre empêchement quelconque ou restriction au droit de propriété plein et entier. Elles ne font pas l'objet de séquestre ou de saisie.

II - ORIGINE DE PROPRIETE DES PARTS SOCIALES ET DECLARATION D'EMPLOI DE BIENS PROPRES

Il est précisé que :

- Les 10 parts sociales de la société ESPACE TV ATLANTIQUE apportées par Monsieur Jean-Michel FLORENTIN lui appartiennent pour les avoir souscrites lors de la constitution de la société le 13 janvier 2005 ;

- Les 47 actions de la société FIVE RESORT apportées par Monsieur Jean-Michel FLORENTIN lui appartiennent pour avoir été souscrites à l'origine lors de la constitution de la société le 17 novembre 2021

III - CONDITION DES APPORTS

La Société aura la propriété des parts sociales et des actions à elle apportées, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et elle en aura la jouissance à compter du même jour.

Elle sera donc subrogée aux droits de l'apporteur et exercera à compter dudit jour, tous les droits, actions et obligations attachés aux parts sociales et actions des sociétés présentement apportées. Elle recevra notamment, par conséquent, tous les dividendes qui seront mis en distributions sur ces parts sociales et actions des sociétés ESPACE TV ATLANTIQUE et FIVE RESORT après cette date.

IV - AGREMENT

Concernant la société ESPACE TV ATLANTIQUE, la société étant une société unipersonnelle, la présente opération d'apport de titres sociaux n'est pas soumise à agrément.

Concernant la société FIVE RESORT, le présent apport de titres a été agréé aux termes de l'acte unanime des associés en date du 7 novembre 2023.

V - VALORISATION DES APPORTS

I/ Les DIX (10) parts sociales apportées en pleine propriété de la société ESPACE TV ATLANTIQUE numérotées de 1 à 10 ont été évaluées à une valeur globale de DEUX CENT QUARANTE CINQ MILLE euros (245.000 €), soit 24.500 € la part sociale.

II / Les QUARANTE SEPT (47) actions apportées en pleine propriété de la FIVE RESORT ont été évaluées à une valeur globale de 1 euro (1 €), soit 0.02127 € par action.

Il a été procédé aux évaluations rapportées ci-dessus au vu du rapport dont un exemplaire demeurera annexé aux présents statuts, établie le 2 novembre 2023 sous sa responsabilité par le cabinet FERRE AUDIT ET CONSEIL (Société à responsabilité limitée au capital de 31.000 €, dont le siège social est situé Centre d'Affaires Les Loges Saint-Sylvain-d'Anjou – 49480 VERRIERES-EN-ANJOU et immatriculé au RCS d'ANGERS sous le numéro 879 742 831, représentée par Monsieur Pascal FERRE, Commissaire aux comptes inscrit), désigné en qualité de Commissaire aux apports par décision unanime des associés en date du 31 octobre 2023 conformément aux dispositions des articles L.225-12, L.225-8 et L.227-1 du Code de commerce.

VI - PLUS-VALUE

En tant que de besoin, le soussigné déclare que la présente opération est placée sous le bénéfice des dispositions de l'article 150-0 B ter du Code Général des Impôts.

En conséquence, les plus-values réalisées à l'occasion du présent apport se trouvent automatiquement placées en report d'imposition. Le soussigné est informé de l'obligation de reporter sur sa déclaration des revenus, le montant de la plus-value en report d'imposition. Il est également informé de ce que le report d'imposition prend fin lors de la cession à titre onéreux, du rachat, du remboursement ou de l'annulation des titres reçus en rémunération de l'apport, ou des parts ou droits dans les sociétés ou

groupements interposés, ainsi que lors de la cession à titre onéreux, du rachat, du remboursement ou de l'annulation des titres apportés à la société bénéficiaire dans un délai de trois ans à compter de l'apport, sauf si cette société prend l'engagement de réinvestir dans un délai de deux ans à compter de la cession d'au moins 60 % du produit de la cession dans une activité économique. Le transfert du domicile fiscal hors de France met également fin au report d'imposition.

Le soussigné est informé qu'il doit transmettre sur demande de l'administration une attestation de la société bénéficiaire des apports précisant qu'elle est informée que les titres qui lui sont apportés sont grevés d'une plus-value en report.

L'associé affirme expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime bien la valeur réelle des titres apportés et le passif pris en charge par la société bénéficiaire des apports, la différence ou valeur nette étant seule rémunérée par des droits sociaux.

VII - REMUNERATION DES APPORTS

En rémunération des apports en nature ci-dessus effectués, il est attribué à Monsieur Jean-Michel FLORENTIN, Né le 3 décembre 1965 à Fort-De-France (972) de nationalité française, Demeurant 361, Rue des Coudrais, MESANGER (44522), Célibataire, non lié par un pacte civil de solidarité, la pleine propriété de DEUX CENT QUARANTE CINQ MILLE ET UNE (245.001) actions ;

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme DEUX CENT QUARANTE CINQ MILLE ET UN euros (245.001 €).

Il est divisé en DEUX CENT QUARANTE CINQ MILLE ET UNE (245.001) actions d'UN euro (1 €) chacune de valeur nominale, entièrement souscrites et intégralement libérées à la constitution.

ARTICLE 9 - AVANTAGE PARTICULIER

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1° Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision unilatérale de l'associé unique ou par une décision collective extraordinaire des associés statuant le cas échéant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et

exigibles sur la société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

2° L'associé unique ou la collectivité des associés peut déléguer au Président ou au Directeur général les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3° En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4° Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. En cas de modification ou d'amortissement du capital, la collectivité des associés détermine les incidences de ces opérations sur les droits des porteurs d'actions de préférence le cas échéant.

5° Si l'augmentation ou la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés disposant d'un nombre suffisant de droits de souscription ou d'attribution devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires pour obtenir la délivrance d'un nombre entier d'actions nouvelles. Toutefois, afin de parvenir à un rapport simple entre le nombre des actions à créer et le nombre des actions constituant le capital initial et de faciliter ainsi une augmentation de capital, la collectivité des associés peut autoriser le Président à acheter un certain nombre d'actions de la Société en vue de les annuler, dans les conditions réglementaires.

6° Conformément à l'article L 228-11 du Code du commerce, il peut être créé, à tout moment des actions de préférence éventuellement assorties de droits particuliers.

Les actions de préférence peuvent être converties en actions ordinaires ou en actions de préférence d'une autre catégorie (Article L 228-14 du Code du commerce).

7° Indépendamment de toute autre émission, la collectivité des associés ou l'associé unique peut, dans les conditions des articles L. 228-91 à L. 229-97 du Code de commerce, sur le rapport du Président et sur le rapport spécial des commissaires aux comptes le cas échéant, autoriser l'émission de bons qui confèrent à leurs titulaires le droit de souscrire des titres représentant une quote-part du capital de la société.

L'émission des titres auxquels donnent droit ces bons doit avoir été autorisée par la collectivité des associés qui doivent avoir renoncé à leur droit préférentiel de souscription sur lesdits titres.

8° La collectivité des associés, ou l'associé unique peut également au vu du rapport du Président et du rapport du commissaire aux comptes le cas échéant, autoriser le Président ou le directeur général à consentir des options de souscription d'actions ou de certificats d'investissements aux salariés et mandataires sociaux de la société, ou à certains d'entre eux, répondant aux critères définis par les articles L. 225-177 à L. 225-186 du Code de commerce.

La collectivité des associés ou l'associé unique fixe le délai pendant lequel le Président ou le directeur général peut utiliser cette autorisation.

Les conditions dans lesquelles seront consenties les options sont définies par le Président et le Directeur général agissant conjointement dans le respect des dispositions légales et réglementaires.

9° La collectivité des associés ou l'associé unique peut également dans les mêmes conditions autoriser le Président ou le directeur général à consentir aux salariés et mandataires sociaux de la société, ou à certains d'entre eux, des options donnant droit à l'achat d'actions ou de certificats d'investissement provenant d'un rachat préalable par la société de ses propres actions, il s'agit alors d'options d'achat.

10° Enfin, la société peut, dans les conditions faisant l'objet de l'article 163 bis G du Code général des impôts, attribuer à ses salariés et dirigeants sociaux des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise donnant droit à la souscription d'actions ou de certificats d'investissement par exercice de ces bons. Ces bons sont incessibles. L'émission des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise relève de la compétence de la collectivité des associés sur rapport du Président et sur rapport spécial du commissaire aux comptes le cas échéant. Dans le cadre de la décision d'émission de ces bons, les associés seront appelés à renoncer à leur droit préférentiel de souscription des titres à émettre en contrepartie de l'exercice des bons.

ARTICLE 11 - FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

Les titres de capital et toutes les autres valeurs mobilières émises par la société revêtent obligatoirement la forme nominative.

Tout propriétaire de titres nominatifs faisant partie d'une émission qui comprend des titres au porteur a la faculté, nonobstant toute convention contraire, de convertir ses titres au porteur en titre nominatifs.

Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementaire en vigueur et aux usages applicables. Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX TITRES DE CAPITAL

1. Toute action, donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

4. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives autres que celles relatives à l'affectation des résultats sociaux où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux assemblées même sans droit de vote.

5. La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions sociales régulièrement prises.

ARTICLE 13 - COMPTES COURANTS

La société peut recevoir de ses associés des fonds en dépôt, sous forme d'avances en « Comptes courants ».

Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'associé intéressé et le Président.

Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

ARTICLE 14 - LIBERATION DES ACTIONS

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception. Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE III - CESSION - TRANSMISSION

ARTICLE 15 - TRANSMISSION DES ACTIONS EN CAS DE SOCIETE UNIPERSONNELLE

Dans ce cas, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instruction signée du Cédant ou de son représentant qualifié.

DISPOSITIONS COMMUNES APPLICABLES AUX CESSIONS D' ACTIONS (EN CAS DE PLURALITE D' ASSOCIES)

ARTICLE 16 - DEFINITIONS

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

a) **Transmission** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit, entre vifs ou par voie de succession, entraînant le transfert à une personne quelconque de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, notamment, mais sans que cette liste soit exhaustive : vente, cession, transmission, échange, donation, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine, liquidation de communauté ou de succession.

b) **Action ou Valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

ARTICLE 17 - CESSION DES ACTIONS - AGREMENT

1. La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

2. Les actions se transmettent librement entre associés. Toute autre transmission ou cession d'actions volontaire ou forcée, à titre gratuit ou onéreux, sous quelque forme que ce soit, alors même qu'elle ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit est soumise à l'agrément préalable de la société donné par le Président.

3. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre ou courriel recommandé avec demande d'avis de réception ou lettre remise en main propre contre décharge adressée au Président de la Société, indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale son identification complète (dénomination sociale, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité des dirigeants sociaux).

En cas de décès d'un associé, l'ayant-droit du défunt le plus diligent notifie simplement le décès de l'associé décédé.

4. Le Président dispose d'un délai d'UN (1) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au cédant sa décision.

Cette notification est effectuée par lettre ou courriel recommandé avec demande d'avis de réception ou lettre remise en main propre contre décharge. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

5. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

6. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans un délai de SOIXANTE (60) jours à compter de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

7. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de TROIS (3) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquiescer ou de faire acquiescer les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai de trois mois ; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis. En cas d'acquisition des actions de la Société, celle-ci est tenue dans un délai de SIX (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

8. Les dispositions qui précèdent sont applicables à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

9. Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

TITRE IV - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 18 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

Désignation

Le Président de la Société est désigné pour une durée déterminée ou non par l'associé unique ou la collectivité des associés statuant selon les règles des décisions collectives ordinaires.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilité civiles et pénales que s'ils étaient présidents en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Cessation des fonctions

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de ses fonctions à tout moment, à charge pour lui d'en prévenir les associés avec un délai suffisant pour qu'ils puissent pourvoir à son remplacement en évitant toute vacance.

Le Président est révocable à tout moment par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires ou par l'associé unique. La décision de révocation du Président doit être motivée.

En cas de décès, les fonctions du Président personne physique cessent automatiquement. Dans cette hypothèse, le conjoint du Président décédé exerce les fonctions de Président jusqu'à liquidation de la succession sous réserve de l'accord de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Rémunération

Le Président a droit à une rémunération dont le montant est fixé par décision collective ordinaire des associés ou par l'associé unique étant précisé que le Président, s'il est associé, peut prendre part au

vote. Cette rémunération peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

Si le Président est une personne morale, sa rémunération peut être fixée par une convention de prestations de services spécifique conclue entre la Société et le Président et soumise à l'approbation des associés, chaque année, lors des décisions collectives d'approbation des comptes annuels.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts au Directeur général, à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 19 - DIRECTEUR GENERAL

1. Un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales, associé ou non de la Société, ayant le titre de Directeur Général ou de Directeur Général Délégué, peuvent être désignés par décision collective ordinaire des associés ou par décision de l'associé unique.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général (ou Directeur Général Délégué), les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient dirigeant en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée du mandat de chaque Directeur Général (ou Directeur Général Délégué) ainsi que, le cas échéant, la rémunération au titre de ses fonctions, sont déterminées par la décision qui le nomme.

Chaque Directeur Général (ou Directeur Général Délégué) bénéficiera des mêmes pouvoirs que le Président, y compris le pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Sauf décision collective des associés (ou décision de l'associé unique) contraire, le Directeur Général (ou Directeur Général Délégué) est révocable à tout moment, sur juste motif, par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions collectives ordinaires ou par l'associé unique. La décision de révocation du Directeur Général (ou Directeur Général Délégué) doit être motivée.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale.

Les Directeurs Généraux (et/ou Directeurs Généraux Délégués) peuvent démissionner de leurs fonctions à tout moment, à charge pour eux d'en prévenir les associés ou l'associé unique avec un délai suffisant pour qu'il(s) puisse(nt) pourvoir à leur remplacement s'il(s) le souhaite(nt).

Les Directeurs Généraux (et/ou Directeurs Généraux Délégués) ne sont soumis à aucune limitation de mandats ; s'il s'agit de personnes physiques, ils peuvent cumuler leur mandat avec un contrat de travail, sous réserve de respecter les règles relatives au cumul entre mandat social et contrat de travail.

2. Les associés dans les conditions des décisions collectives ordinaires (ou l'associé unique) peuvent décider d'instituer au sein de la Société tout comité ou autre organe collégial qu'ils estimeront nécessaires ou utiles, dont ils détermineront la nature, l'appellation, le rôle, la composition, les attributions, l'étendue des pouvoirs, la durée des fonctions, la rémunération, les modalités de leur nomination et révocation, l'organisation, les conditions de fonctionnement ainsi que toutes autres règles et dispositions nécessaires.

ARTICLE 20 - REPRESENTATION SOCIALE

Les institutions représentatives du personnel exercent leurs droits et prérogatives conformément aux conditions prévues par le Code du travail auprès du Président et autres dirigeants le cas échéant.

TITRE V - CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 21 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, son Directeur général, l'un de ses dirigeants, son associé unique ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes, s'il en est nommé un, dans le mois de sa conclusion.

Le Commissaire aux comptes, le cas échéant ou le Président, en l'absence de Commissaire aux comptes, présente aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision statuant sur les comptes de cet exercice.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son dirigeant, son associé unique ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce ne font pas l'objet d'un rapport. Elles doivent seulement être mentionnées au registre des décisions de l'associé unique.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 22 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La collectivité des associés ou l'associé unique désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur, pour la durée, dans les conditions et avec les missions fixées par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants le cas échéant.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes demeure facultative, c'est à la collectivité des associés ou l'associé unique, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle ou il le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés dans les conditions fixées par la loi.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives en prévision desquelles la loi impose qu'ils rédigent et y présentent un ou plusieurs rapports. Ils sont convoqués à toutes les assemblées générales dans les mêmes délais et formes que les associés.

TITRE VI – DECISIONS DES ASSOCIES

ARTICLE 23 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus aux associés par la loi et les présents statuts lorsqu'une prise de décision collective est requise. Les modalités de consultation des associés sont alors inapplicables et il appartient à l'associé unique de se prononcer, sous forme de décisions unilatérales, dans tous les cas où une décision collective des associés est requise, ainsi que lors de toute décision concernant le fonctionnement de la Société.

Lorsque la société est unipersonnelle, l'associé unique est seul compétent pour :

- approuver les comptes annuels et affecter le résultat ;
- l'approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- nommer et révoquer le Président ou tout autre dirigeant et fixer leur rémunération ;
- nommer les Commissaires aux comptes ;
- étendre ou modifier l'objet social ;
- modifier la date de clôture de la Société ;
- décider la transformation de la Société, une opération de fusion, de scission, d'apport partiel d'actifs, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement du capital ;
- décider des modifications statutaires à l'exception du transfert du siège social ;
- proroger la durée de la société, décider de poursuivre ou non l'activité de la Société dans l'hypothèse où les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social ;
- dissoudre et liquider la Société.

S'il n'exerce pas lui-même la présidence, l'associé unique peut prendre ses décisions d'office ou sur demande du Président, le cas échéant lors d'une réunion entre eux, au siège social ou en tout autre lieu. Dans le premier cas, les décisions de l'associé unique ne seront opposables à la Société qu'à partir du moment où le Président en aura eu connaissance. Dans le second cas, la demande du Président sera accompagnée de tous les documents nécessaires à l'information de l'associé unique, et ce dans un délai suffisant pour qu'il puisse en prendre connaissance, les étudier et prendre conseil.

Lorsque les dispositions légales en vigueur prévoient l'établissement d'un rapport d'un Commissaire aux comptes préalablement aux décisions de l'associé unique, ce dernier ou le Président devra informer le Commissaire aux comptes en temps utile des décisions prévues, afin qu'il puisse accomplir sa mission.

L'associé unique, non Président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut, à tout époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi.

L'associé unique doit prendre personnellement ses décisions ; il ne peut pas déléguer ses pouvoirs à un tiers ; ses décisions sont constatées par des procès-verbaux établis et signés par lui. Les procès-verbaux sont répertoriés dans un registre tenu au siège social et coté et paraphé dans les conditions réglementaires. Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions de l'associé unique sont valablement certifiés conformes par le Président ou un autre dirigeant. Les procès-verbaux pourront être signés le cas échéant au moyen d'un procédé de signature électronique.

ARTICLE 24 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les pouvoirs qui sont dévolus à l'associé unique dans le cadre de la Société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés lorsque celle-ci est pluripersonnelle.

I- Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- extension ou modification de l'objet social ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- toute émission de titres, ou de valeurs mobilières par la Société donnant ou non, directement ou indirectement, accès à son capital social ;
- modifications statutaires à l'exception du transfert du siège social ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs, transmission universelle du patrimoine réalisés par (ou au profit de) la Société ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, révocation du Président et autres dirigeants et fixation de leur rémunération ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- modification de la date de clôture de l'exercice social ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- prorogation de la durée de la Société, la décision de poursuivre ou non l'activité de la Société dans l'hypothèse où les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social ;
- augmentation des engagements des associés ;
- dissolution ou liquidation de la Société ;
- nomination du liquidateur et autres décisions relatives aux opérations de liquidation.

Toutes autres décisions qui ne relèvent pas de la compétence exclusive de l'associé unique ou de la collectivité des associés sont de la compétence du Président ou des autres Dirigeants de la Société dans les conditions des présents statuts sociaux.

II- Droit de vote

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

III- Règles de majorité

Sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts, les décisions collectives des associés sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des actions ayant le droit de vote sauf pour les décisions visées à l'article L.227-19 du Code de commerce et pour lesquelles la loi prévoit l'unanimité des associés.

IV- Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président ou d'un autre Dirigeant le cas échéant.

Les décisions collectives sont prises, en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite ou encore être prises par tous moyens de télécommunication électronique dès lors que tous les associés participent et expriment leur vote.

Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique dès lors que tous les associés participent et expriment leur vote. Les associés sont autorisés à participer aux assemblées générales par visioconférence ou par tous moyens de télécommunication permettant l'identification des participants et garantissant leur participation effective, conformément à la réglementation en vigueur. Les associés participant ainsi à distance à l'assemblée sont réputés présents pour le calcul de la majorité.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Chaque associé dispose d'un nombre illimité de mandats. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Le mandat doit être donné par écrit et revêtu de la signature du mandant ; il indique les nom, prénom et domicile de ce dernier.

V- Assemblées

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président ou d'un autre Dirigeant le cas échéant au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé disposant de plus de 10 % du capital peut demander la convocation d'une assemblée.

Les institutions représentatives du personnel peuvent demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence et ce conformément aux dispositions prévues par le Code du travail en vigueur.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite en ce compris par courriel électronique, HUIT (8) jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour. Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

Les assemblées générales peuvent, à l'initiative de l'auteur de la convocation, avoir lieu de façon dématérialisée et peuvent être tenues exclusivement par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant l'identification des associés dans les conditions légales et réglementaires.

Un ou plusieurs associés peuvent toutefois s'opposer à ce mode de consultation.

Le Président ou autre dirigeant non associé peut assister à l'assemblée générale sans voix délibérative.

L'assemblée est présidée par le Président ou un autre dirigeant ayant procédé à sa convocation ou, en son absence, par l'associé présent détenant le plus grand nombre d'actions.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé muni d'un pouvoir ou par un tiers justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la Société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens de la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Lors de chaque assemblée, une feuille de présence mentionnant l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de voix dont il dispose sera établie et certifiée par le président de séance après avoir été dûment émarginée par les associés présents ou leurs représentants.

VI- Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de 20 jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

VII- Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée. Ils peuvent être signés au moyen d'un procédé de signature électronique.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de Séance, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

VIII- Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés HUIT (8) jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes si la loi l'impose.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice, le rapport de gestion du Président s'il en est établi un et le cas échéant, les rapports du Commissaire aux comptes et le texte des résolutions.

ARTICLE 25 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

TITRE VII - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 26 - COMPTES ANNUELS

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Il établit, si la loi l'exige, un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé.

Dans les neuf mois au maximum de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, l'associé unique ou les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu, le cas échéant, du rapport de gestion et du rapport du ou des Commissaires aux Comptes si la société en est dotée. Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors de cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes le cas échéant.

ARTICLE 27 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

I- Pluralité d'associés

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, la collectivité des associés décide sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation et l'emploi.

3. La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision de la collectivité des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

4. En cas de démembrement de la propriété des actions, l'usufruitier a seul droit aux bénéfices de l'exercice afférents aux droits sociaux qu'il détient. Lorsque les actions sont grevées d'usufruit, les

dividendes distribués prélevés sur les réserves de la société reviennent, de droit au nu-propriétaire. L'usufruitier jouit jusqu'à l'extinction de son droit, d'un quasi-usufruit sur ces sommes. L'usufruitier peut donc disposer de ces sommes, mais à charge de les restituer en fin d'usufruit.

II- Associé unique

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires aux dotations de la réserve légale, des réserves statutaires et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est attribué à l'associé unique.

L'associé unique peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

TITRE VIII - LIQUIDATION - DISSOLUTION – CONTESTATIONS

ARTICLE 28 - DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés ou par décision de l'associé unique.

Après la décision de la collectivité des associés ou de l'associé unique qui constate ou décide la dissolution, il est nommé un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés ou l'associé unique peut autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux ou est attribué à l'associé unique.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés ou par l'associé unique jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si les actions sont grevées d'usufruit, le boni de liquidation revient au nu-propriétaire, mais, sauf convention contraire des parties, reste soumis à l'usufruit, l'usufruitier bénéficiant d'un quasi-usufruit

sur ces sommes. Par suite les sommes correspondantes doivent être versées à l'usufruitier qui peut en disposer librement, à charge pour lui de les restituer au nu-propriétaire à la fin de l'usufruit.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 29 - ACTES SIGNES ELECTRONIQUEMENT – CONVENTION DE PREUVE

En cas de signature électronique de tous documents afférents à la vie sociale de la Société (tels que, sans que cette liste soit exhaustive, tous actes afférents aux assemblées générales, les procès-verbaux, de réunion, les registres des décisions, les procurations, les formulaires de vote par correspondance, les éventuelles feuilles de présence auxdites réunions...), les caractéristiques de la signature électronique utilisée devront être conformes aux caractéristiques minimum requises par la loi et les règlements pour chacun des actes concernés. A défaut d'exigence légale ou réglementaire spécifique, une solution de signature simple (c'est-à-dire ni avancée, ni qualifiée) pourra être valablement retenue dès lors qu'elle consiste en l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache et mis en œuvre par un prestataire de services de confiance au sens de la réglementation européenne.

En application de l'article 1356 du Code civil, il est convenu que tout acte visé dans le paragraphe qui précède, signé au moyen d'une signature simple, avancée ou qualifiée sera réputé constituer l'original dudit acte, et constituer une preuve par écrit, au sens des articles 1364 et suivants du Code civil pouvant être valablement opposée.

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.

TITRE IX – ARTICLES RELATIFS A LA CONSTITUTION

ARTICLE 31 - APPORTS

Toutes les actions d'origine représentant des apports en nature comme mentionnés ci-dessus ont été libérées en intégralité à la constitution.

ARTICLE 32 - PREMIER PRESIDENT

Le premier Président de la Société nommé est Monsieur Jean-Michel, François, Xavier FLORENTIN
Né le 3 décembre 1965 à Fort-De-France (972), de nationalité française,
Demeurant 361, Rue des Coudrais, MESANGER (44522)

ARTICLE 33 - IDENTITÉ DE L'ASSOCIE UNIQUE FONDATEUR

Monsieur Jean-Michel, François, Xavier FLORENTIN

Né le 3 décembre 1965 à Fort-De-France (972), de nationalité française,

Demeurant 361, Rue des Coudrais, MESANGER (44522)

;

ARTICLE 34 - PREMIER EXERCICE SOCIAL - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS - ENGAGEMENTS DE LA PÉRIODE DE FORMATION

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2024. En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

L'état de ces actes avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société est annexé aux présents statuts.

Toutes ces opérations et les engagements en résultant sont réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société qui les reprendra à son compte par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 35 - FRAIS DE CONSTITUTION

Tous les frais, droits et honoraires des actes relatifs à la constitution de la société et ceux qui en seraient la suite ou la conséquence seront portés par la société au compte des frais généraux et amortis avant toute distribution de bénéfice.

ARTICLE 36 - PUBLICITÉ - POUVOIRS

Les formalités de publicité sont effectuées à la diligence du Président, lequel est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

ARTICLE 37 - ETAT DES DOCUMENTS ANNEXES AUX STATUTS

Demeureront annexés aux présents statuts, en tant que de besoin, les documents ci-après énoncés :

Annexe 1 - Etat des actes accomplis pour le compte de la Société en formation.

Annexe 2 - Rapport du Commissaire aux apports

Signatures électroniques

Monsieur Jean-Michel FLORENTIN Associé unique

Le 7/11/2023

DocuSigned by:

Jean-michel FLORENTIN

586A75AACC6E419...

Contre-signature Maître Brice CHATEAU

le 7/11/2023

DocuSigned by:

CHATEAU Brice

15519FD82AA54E3...

**ANNEXE 1 : ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE PREALABLEMENT A
LA SIGNATURE DES STATUTS
(Article L.210-6 du Code de commerce)**

NATURE DES ENGAGEMENTS	MONTANT DE L'ENGAGEMENT	Fournisseurs	OBSERVATIONS
Lettre de mission pour constitution de la société	2.500 € HT	AVOCONSEIL	
Provision sur frais et débours	500€ TTC	AVOCONSEIL	
Lettre de mission pour l'acquisition des titres de SERAPH IMMO	1.000 € HT	AVOCONSEIL	

ROMALISE

Société par actions simplifiée
au capital de 245.001 €
Siège social : 4 rue des Bons enfants,
49300 Cholet
En cours de constitution

ANNEXE 2 RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS
--



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

APPORT DES TITRES DE LA SAS FIVE RESORT ET DE LA SARL ESPACE TV ATLANTIQUE A LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE ROMALISE

SARL Cabinet FERRE : Société à Responsabilité Limitée au Capital de 1 178 000 €

Société de commissariat aux comptes et d'expertise comptable – Inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables des pays de la Loire et de la Compagnie des commissaires aux comptes Ouest Atlantique

Centre d'affaires Les Loges Saint-Sylvain d'Anjou – 49480 VERRIERES EN ANJOU

Téléphone : 09 86 62 51 25

E-Mail : pascal.ferre@cabinet-ferre.com

RCS ANGERS N° 879 742 831

ROMALISE
Société par actions simplifiée
Au capital de 245.001 €
Siège social : 361, Rue des Coudrais
44522 MESANGER
SOCIETE EN COURS DE FORMATION

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

A l'associé unique,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par décision de l'associé unique en date du 31 octobre 2023 concernant les apports en nature devant être effectués par Monsieur Jean Michel FLORENTIN, dans le cadre de la constitution de la SAS ROMALISE, j'ai établi le présent rapport sur la valeur des apports prévu à l'article L.225-8 alinéa 1 du Code du Commerce.

Les apports envisagés sont décrits dans le projet de statuts. Il m'appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports ne soit pas surévaluée.

A cet effet, j'ai effectué mes diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicable à cette mission. Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur de l'apport, à s'assurer que celle-ci ne soit pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports.

Ma mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne m'appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Je vous prie de trouver, ci-après, mes constatations et conclusion présentées dans l'ordre suivant :

- 1) PRESENTATION DE L'OPERATION D'APPORT ET DESCRIPTION DES APPORTS**
- 2) APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS**
- 3) TRAVAUX EFFECTUES**
- 4) CONCLUSION**

1) PRESENTATION DE L'OPERATION D'APPORT ET DESCRIPTION DE L'APPORT

1.1 Contexte de l'opération

L'apport des titres s'inscrit dans le cadre d'une opération de restructuration interne qui a pour objet l'organisation du financement et le support des filiales.

1.2 Présentation des sociétés et des parties et intérêts en présence

1.2.1. La société bénéficiaire : SAS ROMALISE

La société ROMALISE est en cours de constitution sous la forme de Société par Actions Simplifiée.

Son siège social sera situé à MESANGER (44522), 361 rue des coudrais. Elle sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ANGERS.

« La Société aura pour objet en France et à l'étranger :

- La prise de participation dans toutes sociétés par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements et la gestion desdites participations ;
- La gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières et de titres de société quelle qu'en soit la nature ;
- Les prestations, organisations, administrations sous toutes leurs formes de tous services spécialisés quelconques à ses filiales et sociétés apparentées, plus particulièrement dans les domaines administratif, commercial, technique, comptable, juridique et financier ;
- L'achat, la vente, l'échange, la location, l'exploitation sous quelque forme que ce soit de tous immeubles bâtis ou non bâtis, immeubles à construire, parts ou actions de sociétés immobilières ou sociétés dont l'actif comprend un immeuble ou un fonds de commerce, programmes immobiliers, droits immobiliers, fonds de commerce ;
- La construction, la réparation, l'entretien, la restauration, la rénovation, la décoration et l'aménagement de tous immeubles et plus largement toute opération de maîtrise d'œuvre et de construction vente ;
- L'administration et la gestion de tous biens et droits immobiliers, mobiliers, industriels et commerciaux ;
- La recherche de capitaux sous quelque forme que ce soit en vue d'investissements immobiliers ou de financement de sociétés ;
- Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières et mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tous objets similaires ou connexes susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement. »

1.2.2. L'apporteur

Il s'agit de Monsieur Jean-Michel, François, Xavier FLORENTIN, né le 3 décembre 1965 à Fort-De-France (972), de nationalité française, demeurant 361, Rue des Coudrais, MESANGER (44522), célibataire, non lié par un pacte civil de solidarité ;

1.2.3. Sociétés dont les titres sont apportés

Dénomination : ESPACE TV ATLANTIQUE

Nom commercial : ESPACE TV ATLANTIQUE

Enseigne : ETV ATLANTIQUE

Forme : Société à responsabilité limitée

Siège social : 361, Rue des Coudrais – 44522 MESANGER

Capital : 8.850 € divisé en 10 parts sociales de 885 € chacune de montant nominal intégralement libérées et souscrites par intégralement par Monsieur Jean-Michel FLORENTIN

Objet social : « La société a pour objet

- Création, commercialisation et gestion de supports de publicité, production de films institutionnels et publicitaires, conseil en publicité, communication, marketing et stratégie commerciale. Vente de services ou de produits non alimentaires, non réglementés. Intermédiaire du commerce en représentation de sociétés en France ou à l'étranger.
- La prise de participation sous forme d'achat, d'apport, de souscription ou autrement, dans toutes sociétés ou entreprises françaises ou étrangères, qu'elle qu'en soit la forme juridique ou l'objet ; la gestion, la cession de ces participations ou toute transmission quelle qu'en soit la forme.
- La propriété, par voie d'acquisition ou autrement, et la gestion, notamment sous toute forme de location, de tous immeubles et biens ou droits immobiliers.
- Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement. »

Le Gérant est Monsieur Jean-Michel FLORENTIN

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

Date de clôture de l'exercice social : 31 décembre

RCS : NANTES sous le numéro 480 297 977 00039

CODE NAF : 7312Z

Régime fiscal : Impôt sur les sociétés

Participations : la société ESPACE TV ATLANTIQUE détient 6 % du capital social de la société FIVE RESORT, Société par Actions Simplifiée au capital de 1.000 €, dont le siège social est situé 4, Rue des Bons Enfants, 49300 CHOLET, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'ANGERS sous le numéro 905 237 889.

Participations : la société ESPACE TV ATLANTIQUE détient 20 % du capital social de la société SERAPH IMMO (Société par Actions Simplifiée au capital de 10.000 €, dont le siège social est situé 148, Rue de Saint-Gratien – 95120 Ermont, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PONTOISE sous le numéro 918 169 525).

Monsieur Jean-Michel FLORENTIN apporte à la présente société, sous les garanties ordinaires et de droit, les parts sociales ci-après énumérées représentative de 47 % du capital social de la société FIVE RESORT dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : FIVE RESORT

Forme : Société par Actions Simplifiée

Siège social : 4, Rue des Bons Enfants – 49300 CHOLET

Capital : 1.000 € divisé en 100 actions de 10 € chacune de montant nominal intégralement libérées.

Objet social : « La société a pour objet :

- Location de courte durée, petit déjeuner
- L'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, la participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés créées ou à créer, ayant le même objet ou un objet similaire ou connexe ;
- Et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires. »

Présidente : Madame Nathalie BOURREAU

Directeur général : Monsieur Jean-Michel FLORENTIN

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

Date de clôture de l'exercice social : 31 décembre

La société est inscrite au RCS de ANGERS sous le numéro 905 237 889 00019

CODE NAF : 55.20Z

Régime fiscal : Impôt sur les sociétés

Participations : la société FIVE RESORT ne détient aucune participation dans d'autres sociétés.

1.2.4. Liens entre les sociétés concernées

Il n'existe aucun lien capitalistique entre les sociétés, seule des personnes physiques étant associées dans chacune des sociétés apportées.

1.3 Présentation des apports

Les modalités de réalisation des apports sont exposées, de façon détaillée ci-dessous.

Elles peuvent se résumer comme suit.

1.3.1 Caractéristiques essentielles et conditions des apports

Monsieur Jean-Michel FLORENTIN apporte, la pleine propriété de DIX (10) parts sociales numérotées de 1 à 10, représentant 100 % du capital et des droits de vote de la société ESPACE TV ATLANTIQUE.

Les parts sociales apportées sont libres de tout droit, gage ou nantissement, clause d'inaliénabilité ou autre empêchement quelconque ou restriction au droit de propriété plein et entier. Elles ne font pas l'objet de séquestre ou de saisie.

Par Monsieur Jean-Michel FLORENTIN, la pleine propriété de QUARANTE SEPT (47) actions représentant 47 % du capital et des droits de vote de la société FIVE RESORT.

Les actions apportées sont libres de tout droit, gage ou nantissement, clause d'inaliénabilité ou autre empêchement quelconque ou restriction au droit de propriété plein et entier. Elles ne font pas l'objet de séquestre ou de saisie.

La Société aura la propriété des parts sociales et des actions à elle apportées, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés et elle en aura la jouissance à compter du même jour.

Elle sera donc subrogée aux droits de l'apporteur et exercera à compter dudit jour, tous les droits, actions et obligations attachés aux parts sociales et actions des sociétés présentement apportées. Elle recevra notamment, par conséquent, tous les dividendes qui seront mis en distributions sur ces parts sociales et actions des sociétés ESPACE TV ATLANTIQUE et FIVE RESORT après cette date.

1.3.2. Origine de propriété

- Les 10 parts sociales de la société ESPACE TV ATLANTIQUE apportées par Monsieur Jean-Michel FLORENTIN lui appartiennent pour les avoir souscrites lors de la constitution de la société le 13 janvier 2005 ;
- Les 47 actions de la société FIVE RESORT apportées par Monsieur Jean-Michel FLORENTIN lui appartiennent pour avoir été souscrites à l'origine lors de la constitution de la société le 17 novembre 2021.

1.3.3. Conditions suspensives

La réalisation définitive de l'opération d'apport est subordonnée aux conditions suivantes :

- Etablissement d'un rapport d'un commissaire aux apports contenant l'appréciation de la valeur dudit apport et les avantages particuliers éventuels.

1.3.4. Méthodes d'évaluations retenues

Les apports étant réalisé par des personnes physiques ou sans contrôle commun, les titres apportés sont évalués selon leur valeur réelle à la date de réalisation.

A ce titre, les sociétés sont évaluées aux montants suivants :

a/ Les DIX (10) parts sociales apportées en pleine propriété de la société ESPACE TV ATLANTIQUE numérotées de 1 à 10 ont été évaluées à une valeur globale de DEUX CENT QUARANTE CINQ MILLE euros (245.000 €), soit 24.500 € la part sociale.

b/ Les QUARANTE SEPT (47) actions apportées en pleine propriété de la FIVE RESORT ont été évaluées à une valeur globale de 1 euro (1 €), soit 0.02127 € par action.

1.3.5. Régime fiscal de l'apport

En application des dispositions de l'article 150-0 B ter du code général des impôts, les apporteurs entendent bénéficier du report d'imposition de la plus-value dégagée à la suite de l'échange de leurs titres respectifs contre les titres émis au titre la constitution de la société ROMALISE

En matière de droits d'enregistrement, l'apport est exonéré des droits d'enregistrement, conformément aux dispositions de l'article 810 du code général des impôts.

1.3.6. Rémunération des apports

En rémunération des apports en nature ci-dessus effectués, il est attribué à Monsieur Jean-Michel FLORENTIN, Né le 3 décembre 1965 à Fort-De-France (972) de nationalité française, demeurant 361, rue des Coudrais, MESANGER (44522), célibataire, non lié par un pacte civil de solidarité, la pleine propriété de DEUX CENT QUARANTE CINQ MILLE ET UNE (245 001) actions ;

1.3.7. Avantages particuliers stipulés

Il n'y a pas d'avantage particulier octroyé dans le cadre de l'apport.

2) APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

2.1. Appréciation de la méthode de valorisation de l'apport et de sa conformité à la réglementation comptable

Aux termes du projet de traité d'apport, les parties sont convenues de retenir la valeur réelle estimées des parts sociales de la SARL ESPACE TV ATLANTIQUE, de la SAS FIVE RESORT.

Le choix de ces méthodes de valorisation sont conformes aux dispositions du règlement ANC 2017-05 de mai 2017 relatif au traitement comptable des fusions et opérations assimilées et n'appelle, en conséquence, pas de commentaire de ma part.

2.2. Réalité de l'apport

Dans le cadre de mes travaux, je me suis assurée de la pleine propriété par Monsieur Jean Michel FLORENTIN, objets de ce rapport.

3) METHODES D'EVALUATION ET TRAVAUX DE VERIFICATIONS EFFECTUES

Pour l'accomplissement de ma mission, j'ai procédé au contrôle des actifs apportés pour m'assurer à la fois de leur réalité et de leur valeur.

J'ai effectué les diligences que j'ai estimées nécessaires selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes pour apprécier la valeur des apports.

Je me suis assuré :

- de l'existence des biens apportés,
- des comptes annuels des sociétés dont les titres sont apportés au 31 décembre 2022 et procédé à une revue limitée de ces comptes.

J'ai pris connaissance des éléments intervenus depuis la précédente clôture et que aucun évènement significatif, remettant en cause la valeur d'apport retenue n'est intervenu entre la date d'arrêté des derniers comptes annuels des sociétés et la date de l'apport, notamment en prenant connaissance de la situation intermédiaire au 31 mai 2023 de la société ESPACE TV ATLANTIQUE et des mouvements financiers de la société FIVE RESORT en l'absence de situation.

4) CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, je suis d'avis que la valeur des apports en nature retenue s'élevant à DEUX CENT QUARANTE CINQ MILLE ET UN EUROS (245 001 €) n'est pas surévaluée, et en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant des actions émises lors de la constitution du capital.

A Verrières-en-Anjou, le 2 novembre 2023



SARL FERRE AUDIT ET CONSEILS

Représentée par Pascal FERRE

Commissaire aux apports

Commissaire aux comptes inscrit auprès de la Compagnie Régionale Ouest Atlantique